**Deuxième partie – Étude critique de documents d’Histoire. La Chine et le monde depuis 1949**

*Consigne : vous montrerez dans quelles mesures ces documents illustrent le rôle que la Chine entend jouer dans le monde depuis 1979.*

Le corpus documentaire, constitué de 3 documents, présente la modernisation économique de la Chine de 1978 à 2008 : ❶ un extrait d’un entretien avec des universitaires américains (1979, **Document 1a**) présente les **objectifs affichés et les motivations** du pouvoir chinois, un extrait du livre-programme de DENG Xiaoping intitulé *Les questions fondamentales de la Chine aujourd’hui* (1982, **document 1b**), offre un **aperçu des modalités** de la modernisation industrielle, tandis que le **tableau statistique** (Document 2) semble **vérifier** par la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB, 1978-2008) le **projet initial de DENG**, redonner à la Chine sa puissance en renouant avec la puissance industrielle. ❷ Vieux cadre du Parti Communiste Chinois (PCC), compagnon de route de MAO pendant la guerre civile chinoise, **DENG, dirigeant de la Chine (1979-1989) fait partie du groupe des « communistes pragmatiques »**: marginalisé pendant la « Révolution culturelle » (1968), il revient au pouvoir (1973) et s’impose avec la mort de MAO Zedong (1976) et l’éviction de la « Bande des quatre ». **Il lance (1978) la politique des « quatre modernisations »** (Agriculture, armée, industrie et recherche) qui aboutit rapidement à la création (1979) des Zones Économiques Spéciales (ZES).  ❸ DENG Xiaoping présente sa politique comme la poursuite de celle de MAO : nous verrons dans quelles mesures on peut affirmer, paradoxalement, qu’en effet la politique des « Quatre modernisations » poursuit un effort entamé dès le « Grand bond en avant » (1958-1962), pourtant si décrié ? ❹ Le corpus documentaire permet de voir dans un premier temps quelles sont **les objectifs** assignés par le gouvernement chinois à la politique des « Quatre modernisations » (I.), puis dans un second temps il permet de voir **le bilan du versant économique** de la réussite chinoise (II.).

**\* \* \***

 DENG Xiaoping prend le pouvoir en 1978 et met en place une politique volontariste d’industrialisation et de modernisation, les « Quatre modernisations ». Entre 1978 et 1982 alors que les luttes au sein du PCC sont très dures (procès de la veuve de MAO, 1981) DENG Xiaoping justifie sa politique, en explique les motivations et en définit les objectifs : **selon DENG Xiaoping la politique des « Quatre modernisations »** s’inscrit dans la lignée de la politique de MAO et **vise par l’ouverture économique de la Chine à démontrer la supériorité du régime socialiste chinois**. ❺ DENG Xiaoping **lie ses réformes économiques à la politique de puissance**, il veut : « […] **rendre notre pays prospère et puissant** […] » (26 novembre 1979, ligne 1). La prospérité doit « […] améliorer les conditions de vie de notre population […] » (*Ibid.*, lignes 1 et 2). Sans quoi, « […] notre Révolution reste un vain mot […] » (Entretien, 1979, ligne 2). Si dans un premier temps il place sa politique dans le droit fil de la politique maoïste de développement industriel en déclarant « […] nous encourageons le peuple à […] reprendre la campagne *‘Que cent fleurs s’épanouissent, que cent écoles rivalisent !’* qu’avait proposé le président Mao Zedong […] » (*Ibid*., lignes 7 à10), le pragmatisme de DENG et de son équipe transparaît quand il déclare « **nous ne voulons pas non plus être pauvres sous le socialisme** […] » (Ligne 3). C’est par « […] **une politique d’ouverture au monde extérieur** […] » (Lignes 12 et 13) destinée à permettre à la Chine d’avoir un accès aux « […] réalisations scientifiques et technologiques du monde entier […] » (Ligne 14) d’une part et aux « […] capitaux étrangers […] » (Ligne 15) d’autre part que la Chine va prospérer. La politique d’ouverture économique se concrétise rapidement par la création (1980, Shenzhen, delta de la Rivière des Perles) des Zones Économiques Spéciales (ZES), zones franches, ouvertes au capitalisme libéral, accueillant des ouvriers chinois soigneusement filtrés, et des entreprises étrangères en *joint venture* avec des entreprises chinoises. DENG les présente comme « […] des **fenêtres ouvertes** sur le monde […] » (*Les questions fondamentales de la Chine aujourd’hui*, 1982, ligne 1) qui permettent de recevoir comme le proposait initialement DENG « […]nous pouvons introduire des technologies, acquérir des connaissances […] » (Lignes 3 et 4), ce qu’on appelle le transfert de compétences, mais il ajoute aussi « […] nouvelles méthodes de gestion […] » (Ligne 4), bien conscient que des entreprises chinoises capitalistes ne peuvent pas fonctionner sur le même modèle que les entreprises publiques et les administrations de l’ère maoïstes. ❻ En 1982, DENG formalise le passage généralisée de la Chine littorale ce qu’il nommera « l’économie socialiste de marché ». On comprend qu’il prenne soin d’inscrire sa politique dans la lignée de celle du « Grand timonier », qui garde encore, après les ravages de la « Révolution culturelle » une exceptionnelle aura. Pour DENG, sa politique renoue avec une politique ancienne de développement. Si le « Grand bond en avant » a eu des conséquences tragiques (20 millions de morts, cas de cannibalisme), et DENG se garde bien d’en parler, il a cependant permis de poser les bases industrielles sur lesquelles s’appuient les « Quatre modernisations ». De la même manière, c’est bien MAO qui ouvre la Chine à l’Occident (RPC membre permanent du conseil de sécurité de l’Organisation des Nations Unies, ONU, 1971, rencontre avec NIXON, 1972). Cependant, le capitalisme avait toujours été un tabou : DENG rompt avec ce tabou, illustrant sa célèbre formule « Peu importe qu’un chat soit blanc ou noir s’il attrape des souris ».

❼ **Quel est le bilan** de la politique initiée par DENG Xiaoping ? **Peut-elle être limitée à un fort développement économique** et social comme on le fait si souvent ? ❽ La croissance du PIB de la RPC telle que présentée dans l’*Annuaire statistique général de la Chine* (Pékin, 2009) montre **une multiplication par 30 en 30 ans, avec un PIB qui passe de 1 000 milliards de Yuans (1978) à 30 000 milliards du Yuans en 2008**. Les fortes croissances (+ de 10%/an entre 2000 et 2010) sont visibles sur l’histogramme : si le PIB met d’abord 16 ans pour atteindre les 5 000 milliards (1978-1994), il double en 6 ans atteignant 10 000 milliards (2000) puis triple en 8 ans, atteignant 30 000 milliards de Yuans en 2008, juste avant le ralentissement de l’économie mondiale consécutive à la crise des *subprimes* (2008) et des dettes souveraines (2009). DENG avait raison de prévenir les dirigeants du PCC : « […] Certains de ces projets mis en œuvre peuvent n’être pas très rentables pour le moment mais à envisager les choses à long terme, ils sont avantageux et fructueux […] » (Document 1b, lignes 4&5, *Les questions fondamentales de la Chine aujourd’hui*, 1982). ❾ L’entrée dans l’Organisation Mondiale du Commerce (OMC, 2001), puis dans le panier des monnaies de références du Fonds Monétaire International (FMI, 2016) manifestent son statut de puissance mondiale : son PIB de 10 000 milliards de dollars (US$) est le deuxième (Le 1er en Parité de Pouvoir d’Achat, PPA), et le premier créancier des États-Unis, ses réserves de change évaluées à plus de 3 000 milliards de dollars sont les plus importantes de la planète. **Le rayonnement de la RPC dépasse le simple cadre économique** : le *soft power* chinois s’affirme par une politique de cadeaux aux Pays les Moins Avancés (PMA) qui prennent la forme d’infrastructures sanitaires (Hôpitaux livrés clés en mains), de transport (Ponts, voies ferrées comme en Angola, autoroutes comme en Algérie). Elle a offert le nouveau siège de l’Union Africaine (UA) à Addis Abeba (Éthiopie). Sa position diplomatique est prééminente sur nombres de dossiers : en Syrie elle soutient le gouvernement de Bachar AL-ASSAD, au Sri Lanka elle a participé aux côtés du gouvernement à la destruction des « Tigres tamouls » du LTTE. Mais en Birmanie elle a incité la junte militaire à démocratiser le pays, en Corée du Nord elle condamne la politique nucléaire de KIM Jung-Un. Les instituts Confucius, les télévisions en langues étrangères contribuent au rayonnement de la culture chinoise et du régime. **Cette croissance cependant à eu un prix :** des graves atteintes à **l’environnement** (Pollution des villes, des eaux de rivières et des bordures littorales), généralisation de **la corruption** des élites (Procès BO Xilai, 2013, ancien maire de Chongqing), un **accroissement des disparités sociales**, notamment entre les campagnes (600 millions de ruraux, soit 40% de la population) et les villes, et même au sein des villes où une élite occidentalisée et une classe moyenne puissante vivent sur le travail exténuant des travailleurs migrants, les « Min gongs », sans réel statut légal. **Surtout la « cinquième modernisation », celle de la démocratisation du régime, n’a jamais été à l’ordre du jour :** la répression féroce des manifestations estudiantines de la place Tien’Anmen (1989) a montré les limites du régime, qui accepte la disparition *de facto* du socialisme, mais refuse toute remise en cause du rôle dirigeant du PCC dans un État totalitaire.

**\* \* \***

❿ **La politique des « quatre modernisations » dope la croissance économique de la Chine** et la hisse en moins de 30 ans au rang des grandes puissances mondiales. Cependant, si le rôle de la Chine sur la scène internationale s’est affirmé cette dernière décennie, en partie sous l’effet de l’affaissement relatif de la puissance économique de la Triade, **l’activisme géopolitique chinois renoue avec la très dynamique diplomatie chinoise des années soixante** et soixante-dix et ne constitue donc aucunement un changement de cap. La Chine est encore en phase de transition : géopolitiquement elle cherche encore un équilibre entre puissance et sécurité collective, économiquement elle peine à insérer l’ensemble de son économie dans la mondialisation (Crise du Yuan, 2016).

© ALI YÉRO **Souleymane**, **Erwan** BERTHO & **Ronan** KOSSOU (février 2016)